



**ARRÊTÉ DU MAIRE N°854/2024
PORTANT SUR L'AUTORISATION TEMPORAIRE
D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;

VU le Code le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, L2122-23,

VU le Décret-Loi du 17 Juin 1938, devenu Article L.84 du code du Domaine de l'Etat,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

CONSIDÉRANT la requête en date 01 octobre 2024 par laquelle **Monsieur Gérard MONNIER**, Vice-Président de **l'Association Le Souvenir Français**, sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public du **mercredi 30 octobre au dimanche 03 novembre 2024** à l'entrée du cimetière et le **mercredi 30 octobre 2024** au niveau du monument aux mort, avec un passage au boulevard Bonfils, place Malherbe, rue du Général de Gaulle pour la quête du Souvenir Français.

ARTICLE 1 : **L'Association Le Souvenir Français** est autorisée à occuper temporairement le domaine public sur la commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume du **mercredi 30 octobre au dimanche 03 novembre 2024** à l'entrée du cimetière et le **mercredi 30 octobre 2024** au niveau du monument aux mort, avec un passage au boulevard Bonfils, place Malherbe, rue du Général de Gaulle pour la quête du Souvenir Français.

ARTICLE 2 : La présente autorisation se rapportera exclusivement à la quête pour le souvenir français et est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

ARTICLE 3 : Le domaine public ne pourra être occupé que du **mercredi 30 octobre 2024 au dimanche 03 novembre 2024** aux emplacements suivants :

- Devant le cimetière
- **Le mercredi 30 octobre :**

Au niveau du monument aux morts avec un passage au boulevard Bonfils, place Malherbe, rue du Général de Gaulle.

Les services de la Police Municipale de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume matérialiseront l'emplacement.

ARTICLE 4 : Les divers équipements mobiliers ne devront comporter aucun joint de fixation au sol et ne devront pas faire obstacle à la libre circulation des piétons.
Les divers équipements mobiliers demeurent sous l'entière responsabilité du pétitionnaire.

Elles ne comportent aucun droit de cession **ni sous-location**.

ARTICLE 5 : Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis -à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

ARTICLE 6 : L'Association Le Souvenir Français, est tenue de laisser propre les alentours de ses équipements mobiliers situés sur le domaine public.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de non-respect par le permissionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les agents de la Police Municipale, le commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié sur le site de la ville.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 03 octobre 2024

Le Maire,
Alain DECANIS

